

# Le COVID-19 en Afrique : un appel pour une gouvernance coordonnée, un renforcement des structures sanitaires et une meilleure collection des datas



**Mo Ibrahim**  
FOUNDATION

Données et analyse de la Fondation Mo Ibrahim

## Introduction

La progression du coronavirus 2019 (COVID-19) s'accélère à travers le monde. Des cas de contamination ont été confirmés dans la plupart des pays du continent africain, et le nombre de décès est en augmentation. Si elle n'est pas endiguée, cette pandémie aura de graves répercussions sur les citoyens et les économies du continent.

À la date de publication (30 mars 2020), le nombre de cas positifs enregistrés sur le continent reste faible par rapport aux autres régions du monde. Selon les données disponibles, cet écart peut s'expliquer par l'âge moyen de la population africaine, le plus bas à l'échelle mondiale, ainsi que par des facteurs climatiques, bien que cette hypothèse ait déjà été remise en question par plusieurs experts.

En réalité, l'Afrique risque de payer le plus lourd tribut à ce virus. La fragilité préexistante des systèmes de santé, accompagnée d'un fort taux de prévalence du diabète et des maladies respiratoires ainsi qu'une densité urbaine élevée et souvent mal maîtrisée, sont autant de facteurs qui risquent d'accroître la vulnérabilité du continent face au COVID-19 et sa létalité. Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), appelle l'Afrique à « se réveiller » face à la menace du COVID-19 et à « se préparer au pire ».

La vitesse à laquelle les pays peuvent détecter et signaler les vagues épidémiques, puis intervenir pour les endiguer, reflète leur capacité institutionnelle dans un contexte plus large. Toute épidémie soumet les systèmes de gouvernance et de leadership publics à l'épreuve de la réalité, tant au niveau national que régional et continental, mais aussi vis-à-vis du réseau multilatéral global.

Plus d'un milliard d'individus vivent sur le continent africain. Si la pandémie de COVID-19 s'y installe, les systèmes de santé seront très rapidement dépassés.

C'est un nouveau signal d'alarme qui souligne l'importance vitale du renforcement des structures de santé encore largement inadéquates du continent, ainsi que des capacités institutionnelles adéquates, en matière d'éducation, d'infrastructures ou de sécurité nationale. Au-delà, elle met aussi l'accent sur la nécessité de renforcer les efforts pour remédier au plus vite à la faiblesse, voire la carence, des appareils statistiques, notamment en ce qui concerne la santé et l'état civil.

Dans la présente publication, la Fondation Mo Ibrahim analyse le niveau de préparation et la capacité de l'Afrique à faire face à la pandémie de COVID-19. Elle s'appuie sur une multitude de données, de statistiques et d'informations tirées de plusieurs sources, notamment l'Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique (IIAG), pour examiner le contexte actuel dans lequel l'épidémie va se propager ainsi que les défis immédiats. À travers cette analyse, la Fondation vise à dresser un tableau rigoureux de la situation, soulignant les domaines nécessitant une concentration des efforts dans un premier temps, pour gérer et limiter la crise sanitaire à l'œuvre sur la totalité du continent.

La publication se focalise sur l'urgence sanitaire, tout en prenant compte la crise économique et sociale considérable qui s'annonce. L'expansion mondiale de l'épidémie aura un impact considérable, profond et durable, sur la totalité du continent africain. D'apparition plus tardive, le virus va isoler le continent des autres régions du monde qui seront rentrées en phase de récupération. Le choc épidémique va creuser les inégalités, au sein des pays et entre eux, aggraver les fragilités existantes, restreindre davantage les perspectives d'emploi et d'investissement et risque d'allumer la mèche des conflits latents. Il faut dès maintenant considérer ces risques cumulatifs, pour leur apporter une réponse adéquate et coordonnée.



**Mo Ibrahim**  
FOUNDATION

---

## Aperçu de l'analyse

À partir des données et des indicateurs tirés de diverses sources, y compris l'IAG, la présente publication a identifié un certain nombre de priorités immédiates :

- Une gouvernance robuste et coordonnée sur l'ensemble du continent. Par nature, toute pandémie nécessite, par-delà les frontières nationales et régionales la coordination de tous les efforts déployés par les différents acteurs et partenaires, en particulier dans un monde globalisé.
- Il est urgent d'appliquer les enseignements tirés de l'épidémie Ebola de 2015 et de remédier aux faiblesses spécifiques des structures sanitaires du continent africain : améliorer les systèmes de santé ainsi que leur accessibilité, et renforcer les capacités statistiques de façon générale.
- Seuls dix pays africains fournissent actuellement un système de santé gratuit et universel à leurs concitoyens. Les gouvernements africains doivent rapidement améliorer la gestion et l'accessibilité des services de santé essentiels.
- D'après Africa CDC (Centres africains de prévention et de contrôle des maladies), 43 pays sont en mesure de proposer des tests de dépistage du COVID-19. Néanmoins, les pays sont en général peu préparés pour assurer un dépistage efficace aux points d'entrée, le suivi des voyageurs, ainsi que la prise en charge des personnes contaminées. Renforcer et améliorer cette étape essentielle pourrait limiter la propagation du virus et sauver des vies.
- Les données relatives aux structures sanitaires et aux résultats obtenus restent parcellaires et fragiles. Seuls huit pays disposent d'un système complet d'enregistrement des naissances, ce qui compromet la capacité à produire des données actualisées, cruciale en cas d'urgence sanitaire. L'existence de statistiques robustes et d'instituts nationaux de statistiques autonomes et convenablement financés est un fondement essentiel pour toute décision politique qui se veut efficace, notamment en matière de santé.
- Compte tenu de la fragilité générale des structures de santé, que ce soit en termes de capacités humaines, d'équipement ou de chaînes d'approvisionnement, la collaboration des acteurs et des pays s'avère plus que jamais indispensable.
- En moyenne sur le continent africain, l'indicateur *Campagnes de santé publique* affiche une légère progression au cours de la décennie écoulée (+ 0,6 depuis 2008 selon l'IAG). Néanmoins, si vingt pays affichent un meilleur score, quinze ont aussi enregistré un recul dans ce domaine. Toutes les parties prenantes ont vocation à contribuer aux campagnes de sensibilisation et participer à la lutte contre la désinformation et les fausses informations.
- Les défaillances des infrastructures de transport peuvent empêcher le personnel de santé de venir en aide aux populations touchées en temps et en heure, tandis que l'insuffisance des systèmes de communication ralentit la transmission des comptes rendus et des diagnostics. Il est avéré que le renforcement des services dans ces domaines aurait un effet positif immédiat.
- Enfin, s'agissant des conséquences plus générales du COVID-19, selon les prévisions de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la croissance économique devrait chuter de 3,2 % à 1,8 %. Si cette situation ne fait pas l'objet d'une réponse collective et organisée, la croissance économique et les progrès enregistrés au cours de ces dernières années, que ce soit en matière de lutte contre la pauvreté ou le paludisme, pourraient bien s'inverser. Au-delà, cela pourrait mettre à l'épreuve les systèmes institutionnels, déjà fragiles, de certains pays, et alimenter une recrudescence de conflits et d'instabilité.

La Fondation Mo Ibrahim publie également une synthèse quotidienne des données et analyses sur la progression du COVID-19 en Afrique. Ces informations sont disponibles à l'adresse [mif.link/covid19](https://mif.link/covid19) ainsi que sur nos réseaux sociaux.